

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour
La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... (Page 07)

Nourriture (Page 08)

Avec McPlant, McDonald's se lance à fond dans le végétarien

La chaîne de fast-food américaine se lance dans la course aux produits végétariens en proposant un steak...

Justice (Page 08)

Kudelski et Canal+ démantèlent un pirate du web

Le site KBoxServ proposait à ses utilisateurs plus de 77'000 épisodes de séries télévisées et 7000 films. Il a été démantelé mardi lors d'une opération conjointe...



Marché financier régional

(Pages 03)

AFRICABOURSE mobilise 2 milliards au GROUPE VETO SERVICES (GVS S.A)

africabourse
Arrangeur et Chef de file

Programme d'émission de billets de trésorerie sur le marché financier régional de l'UEMOA - GVS SA 7,00%

TRANCHE 1

MONTANT DE L'OPÉRATION: 2 MILLIARDS FCFA

PRIX UNITAIRE: 5 000 000 FCFA

TAUX D'INTÉRÊT: 7,00% BRUT L'AN*

PERIODE DE SOUSCRIPTION: DU 16 NOVEMBRE AU 04 DÉCEMBRE 2020

www.africabourse.com | africabourse@africabourse.com

RENSEIGNEZ-VOUS DANS NOS BUREAUX DE CÔTE D'IVOIRE, DU TOGO ET DU BENIN

(+225) 77-08-07-07 / (+228) 93-03-84-18 / (+229) 60-29-73-73

Office Togolais des Recettes

(Page 04)

Déménagement des services centraux du CDDI

Avant-Projet de loi de finances Tout sur le budget gestion 2021

Au Togo, le budget gestion 2021 tourne autour de 1521,6 milliards FCFA, d'après l'avant-projet de la Loi de finances exercice 2021. Une projection... (Page 05)

Infrastructures à Lomé

Les rues Livingstone et Agbélénuku solennellement ouvertes
Le Ministre de l'urbanisme, de l'habitat et de la réforme foncière, Koffi Tsolenyanou a procédé à l'ouverture... (Page 11)

Budget 2021 (Page 04)

445 milliards FCFA consacrés aux secteurs sociaux

Le Gouvernement Victoire Tomégah-Dogbé dans l'optique de renforcer l'inclusion et l'harmonie sociales...

Energie électrique

La CEET étend sa promotion de branchement
Après la région des Plateaux où sa promotion est en cours jusqu'au 30 mars 2021, la Compagnie Energie Electrique du Togo (CEET) offre aux populations du Bas-Mono et des Lacs, la possibilité... (Page 02)

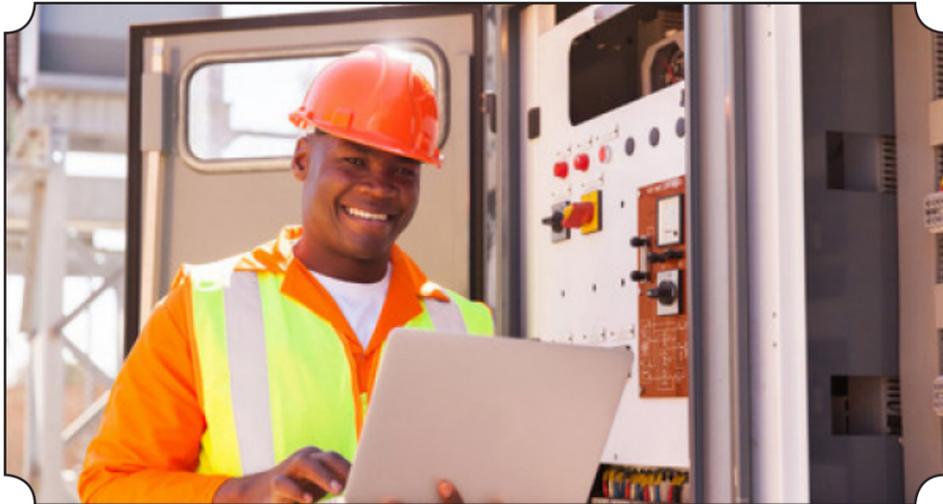
Taux de change du Fcfa XOF offert par

Devises	Euro	Dollars US	Yen japonais	Livre sterling	Fran suisse	Dollar canadien	Yuan chinois	Dirham (Eau)
Achat	655,957	554,500	5,320	722,500	610,500	416,250	82,500	150,500
Vente	655,957	561,500	5,380	729,500	616,500	423,250	84,000	153,500

Energie électrique

La CEET étend sa promotion de branchement

Après la région des Plateaux où sa promotion est en cours jusqu'au 30 mars 2021, la Compagnie Energie Electrique du Togo (CEET) offre aux populations du Bas-Mono et des Lacs, la possibilité de se brancher ou se raccorder au compteur prépayé Lafia 2 fils 5 A à partir de 20 000 FCFA. Ceci, sur une période de six mois qui court jusqu'au 03 mai 2021.



Cette annonce qui cible Klikamé (canton d'Afagnagan), Klantomé (canton d'Ago-mé-Glozou), Sivamé (canton d'Agoègan), N'Sougan-Kopé (canton d'Aklakou) a pour but de faciliter aux populations de ces localités rurales « l'accès à l'électricité », indique la compagnie publique en charge de la pro-

duction et de la commercialisation de l'énergie électrique au Togo. L'initiative d'offrir le branchement ou le raccordement électrique à partir de 20 000 FCFA, le reste étant échelonné sur plusieurs mois, semble en cohérence avec l'engagement des autorités togolaises d'atteindre un taux de couverture en énergie de 100% pour la population to-

golaise à l'horizon 2030. Cet engagement a été réitéré par Mila Aziabile, nouvelle ministre chargée des énergies, à la faveur d'une visite rendue à la CEET, le 06 novembre dernier. Si en 2030, il y a une personne qui demeure dans le noir, « c'est que nous avons échoué », a-t-elle averti.

Avec Togo First

Gouvernance locale

Les USA apportent un nouvel appui au Togo

L'ambassade des USA apporte de nouveau son appui aux initiatives de décentralisation au Togo. La représentation diplomatique américaine va ainsi amener 250 000 \$ (près de 140 millions FCFA), au profit du Centre Afrique Obota-Togo (CAO Togo). Cette subvention, officialisée à la faveur d'une rencontre des acteurs par l'ambassadeur américain Eric Stromayer, s'inscrit dans le cadre du projet « Renforcement de la gouvernance locale et participation locale pour soutenir la décentralisation au Togo ». Plus concrètement, elle aidera à former les re-



présentants des populations locales, à formuler leurs attentes et participer à la gouvernance à la base. Pour rappel, le Centre Afrika Obota Togo est la branche togolaise des Centres Afrika Obota de la région Ouest-africaine.

Active depuis 1999, la structure travaille notamment sur les thématiques de la gouvernance des droits de l'homme, de la démocratie et la promotion du genre.

Avec Togo First

AUX DÉCIDEURS ...

Maintenir la confiance...

Le Millenium Challenge Account (MCA) a publié son guide de performance des pays.

Il présente des informations sur la performance des Etats selon des critères comme la gouvernance, les investissements en faveur de la population, la liberté de la presse, le climat des affaires ...

En Afrique, le Cap-Vert emporte la palme du pays le plus vertueux suivi de près par le Togo.

Pour Stanislas Baba, le coordonnateur de la cellule MCA-Togo rencontré par republicoftogo.com, les résultats publiés il y a quelques jours sont encourageants, mais les efforts doivent se poursuivre.

L'homme si dit fier du leadership du chef de l'État, car c'est un score qui indique clairement la reconnaissance de cette gouvernance. Pour lui, ce score ne veut pas dire que nous sommes un pays développé, riche et que nous avons définitivement tourné le dos à la pauvreté. « Cela signifie que nous avons créé les conditions pour attirer l'investissement. L'environnement des affaires est devenu sain. »

La carte des scores du MCA n'est pas un sésame pour une aide publique au développement. Ce que cherche avant tout le programme américain, c'est la réduction de la pauvreté par les investissements. Lorsque vous avez une carte des scores positive, c'est bien, mais il faut conserver ces mêmes scores pendant des années pour créer davantage de confiance, attirer plus d'investisseurs, créer des emplois.

Ce score est évidemment à saluer, mais cela doit s'inscrire dans la durée pour créer l'effectivité des investissements et la croissance. C'est d'ailleurs l'objectif du Plan national de développement.

Pour Stanislas Baba « Nos politiques ne sont pas dictées par les scores du MCA. Nous faisons d'abord les reformes pour améliorer le quotidien des togolais. Nous allons continuer à créer la confiance et si le MCC nous accorde le programme Compact, ce sera très bien. »

Pour rappel, la Millennium Challenge Corporation (MCC) a publié ses fiches de résultats pour l'exercice 2021, une collection de 20 indicateurs indépendants qui mesurent la performance politique d'un pays dans les zones de liberté économique, gouverner avec justice et investir dans les personnes. Les tableaux de bord sont un élément clé du processus de sélection concurrentiel annuel du MCC qui détermine quels pays sont éligibles pour développer un accord de subvention de cinq ans, connu sous le nom de pacte, avec l'agence. Les indicateurs du tableau de bord peuvent également être utilisés par le secteur privé, y compris les entreprises et les investisseurs, pour éclairer les décisions et mieux comprendre l'environnement opérationnel dans un pays spécifique.

Le MCC sélectionne uniquement les pays à revenu faible et intermédiaire de la tranche inférieure, tels que classés par la Banque mondiale, et a rendu publics les tableaux de bord de l'exercice 2021 pour ces 78 pays sur le site Web de l'agence.

La sélection concurrentielle du MCC est un processus transparent fondé sur les données pour déterminer où l'agence investit pour réduire la pauvreté grâce à la croissance économique. Pour être pris en considération pour un pacte MCC, les pays devraient d'abord passer le tableau de bord du MCC, en passant au moins 10 des 20 indicateurs, y compris l'indicateur des droits politiques ou des libertés civiles et l'indicateur de contrôle de la corruption. Cette année, 25 des 78 pays pour lesquels le MCC a créé des tableaux de bord ont réussi le tableau de bord, tandis que 53 pays ne l'ont pas fait.

Komlan KPATIDE

Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	Sources
Superficie : 56 600 km ²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Marché financier régional

AFRICABOURSE mobilise 2 milliards au GROUPE VETO SERVICES (GVS S.A)

Le Groupe Vêto Services (GVS SA) procède à une émission de billets de trésorerie d'un montant de FCFA 2 milliards représentant la première tranche de son deuxième programme d'émission de billets de trésorerie d'un montant total de 4 milliards de francs CFA reparti en deux tranches égales.

Du 16 novembre au 04 décembre 2020, se déroulera la phase de souscription à cette tranche de 2 milliards FCFA soit 400 titres d'une valeur nominale de 5 millions de francs CFA, de maturité 24 mois avec un taux d'intérêt de 7% brut par an. Les intérêts y afférents seront payés trimestriellement et le remboursement sera effectué par amortissement trimestriel constant.

La première tranche de ce programme est autorisée par la BCEAO sous le numéro B301031B2 BT 7,00% 10 2020-2022 et garantie à 100% par le Fonds de Solidarité Africain (FSA). Les ressources à mobiliser sur cette première tranche permettra à GVS de financer ses activités en République du Bénin.

Cette opération fait suite à un premier programme d'émission de billets de trésorerie de 03 Milliards, arrangé par la SGI AFRICABOURSE et ayant connu un franc succès en 2019. Ces recours au marché financier par GVS S.A permettent à la société de diversifier ses sources de financement tout en optimisant ses coûts. Plusieurs fois arrangeur, chef de file, co-chef de file ou membre d'un syndicat de placement, AFRICABOURSE fournit un accompagnement technique complet aux entreprises et Etats dans le cadre d'opérations de levée de fonds sur le marché des capitaux notamment par émission de billets de trésorerie ou d'obligations par appel privé comme public à l'épargne et par introduction en bourse.

Opérant sur le marché financier régional de l'UEMOA depuis 15 ans, AFRICABOURSE S.A est une Société de Gestion et d'Intermédiation (SGI) agréée par le CREPMF sous le numéro d'agrément 021/2005. Présente en Côte d'Ivoire, au Togo et au Bénin, elle offre une gamme variée de services financiers. AFRICABOURSE est filiale de la holding FINANCIA GROUP au capital de FCFA 02 milliards.

A propos de GVS - SA

Société Anonyme au capital de 512,42 millions de francs CFA, le Groupe Vêto Services exerce dans les do-

maines de l'importation et la distribution de médicaments vétérinaires et d'intrants zootechniques, de la production d'aliments pour animaux, ainsi que de la transformation et du stockage des produits d'origine animale et végétale en République du Bénin.

A propos de AFRICABOURSE

Opérant sur le marché financier régional de l'UEMOA depuis 15 ans, AFRICABOURSE S.A est une Société de Gestion et d'Intermédiation (SGI) agréée par le CREPMF sous le numéro d'agrément 021/2005. Présente en Côte d'Ivoire, au Togo et au Bénin, elle offre une gamme variée de services financiers. AFRICABOURSE est filiale de la holding FINANCIA GROUP au capital de FCFA 02 milliards.

africabourse
Arrangeur et Chef de file

Programme d'émission de billets de trésorerie sur le marché financier régional de l'UEMOA - GVS SA 7,00%

TRANCHE 1

MONTANT DE L'OPÉRATION
2 MILLIARDS FCFA

PRIX UNITAIRE
5 000 000 FCFA

TAUX D'INTÉRÊT
7,00%
BRUT L'AN*



PERIODE DE SOUSCRIPTION
DU 16 NOVEMBRE AU 04 DÉCEMBRE 2020

www.africabourse.com africabourse@africabourse.com

RENSEIGNEZ-VOUS DANS NOS BUREAUX DE CÔTE D'IVOIRE, DU TOGO ET DU BENIN

(+225) 77-08-07-07 / (+228) 93-03-84-18 / (+229) 60-29-73-73

Paix et sécurité

Convergence de vue entre Faure Gnassingbé et Bah N'Daw

Arrivé à Lomé le vendredi 13 novembre 2020, le Président de la transition du Mali, Bah N'Daw a achevé samedi matin sa visite d'amitié et de travail de 48 heures au Togo.

• Vivien ATAKPABEM

Ce séjour à Lomé s'inscrit dans le cadre de sa tournée dans les pays de la sous-

région ouest africaine, et a été marqué par des rencontres de haut niveau et des visites de terrain. En bilatéral, le chef de l'Etat et son homologue ont

abordé des questions de coopération entre les deux pays. Sur le plan régional, ils se sont penchés sur les questions de paix et de lutte contre le terrorisme.

Les deux Présidents ont visité, à cet égard, le Centre togolais d'entraînement aux opérations de maintien de la paix (CEOMP). Ils ont également discuté

de la situation sociopolitique dans différents pays de la CEDEAO notamment au Mali. Le chef de l'Etat suit attentivement la situation dans ce pays frère

pour le retour à l'ordre constitutionnel normal. D'ailleurs, il avait envoyé un message d'encouragement aux autorités de la transition.



Baromètres Togo

Indicateurs de croissance	2018(e)	2019(e)	2020(e)
PIB (milliards USD)	5,35	5,67	6,24
PIB (croissance annuelle en %, prix constant)	4,7	5,0	5,3
PIB par habitant (USD)	668	691	741
Endettement de l'Etat (en % du PIB)	75,715	70,560	64,775
Taux d'inflation (%)	0,4	1,2	2,0
Balance des transactions courantes (milliards USD)	-0,49	-0,45	-0,44
Balance des transactions courantes (en % du PIB)	-9,2	-8,0	-7,0

Source : FMI - World Economic Outlook Database - Octobre 2018. Note : (e) Donnée estimée

Indicateurs monétaires	2015	2016	2017
Franc CFA BCEAO (XOF) - Taux de change annuel moyen pour 1 EUR	631,22	630,86	657,54

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.
Principaux secteurs économiques

Répartition de l'activité économique par secteur	Agriculture	Industrie	Services
Emploi par secteur (en % de l'emploi total)	36,9	17,3	44,9
Valeur ajoutée (en % du PIB)	41,8	17,0	29,8
Valeur ajoutée (croissance annuelle en %)	7,3	2,1	3,3

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.

Les IDE en chiffres

	Togo	Sub-Saharan Africa	Etats-Unis	Allemagne
Index de transparence des transactions*	7,0	5,0	7,4	5,0
Index de responsabilité des managers**	1,0	4,0	8,6	5,0
Index de pouvoir des actionnaires***	5,0	5,0	9,0	5,0

Source : Doing Business - Dernières données disponibles. Note : *Plus l'index est grand, plus les transactions sont transparentes. **Plus l'index est grand, plus les managers sont personnellement responsables. *** Plus l'index est grand, plus les actionnaires ont le pouvoir de défendre leur droit. **** Plus l'index est grand, plus la protection des actionnaires est importante.

Budget 2021

445 milliards FCFA consacrés aux secteurs sociaux

Le Gouvernement Victoire Tomégah-Dogbé dans l'optique de renforcer l'inclusion et l'harmonie sociales conformément à l'axe 1 de sa feuille de route a augmenté de 10,8% le budget exercice 2021 par rapport à l'année dernière.

● Bernard AFAWOUBO

Malgré la crise sanitaire liée à la pandémie de la COVID-19 qui a des répercussions négatives sur la mobilisation des recettes internes et plus particulièrement sur l'économie nationale, le budget exercice 2021 s'élève à 1.521,6 milliards FCFA et consacre plus de 445 milliards FCFA, soit une hausse de 10,8% aux secteurs sociaux. Cette allocation prend en compte le renforcement des mécanismes d'inclusion, d'intégration de l'équité et du genre avec primauté sur les jeunes et femmes. Ainsi les secteurs les plus concernés sont entre autres, l'agriculture, la santé, l'éducation, la sécurité, l'énergie et l'eau, l'économie numérique et la protection sociale. Aussi des projets phares comme l'accès universel aux soins, la protection sociale pour tous, l'identification biométrique, le registre social unique ou encore la construction de salles de classes avec un partenariat public-privé seront mis en œuvre.



d'aménagement agricoles planifiées. En outre, le Gouvernement entend renforcer davantage l'accompagnement des exploitants agricoles à travers le mécanisme incitatif de financement agricole fondé sur le partage de risque (MIFA). Par ailleurs, le désenclavement des zones de production agricoles sera renforcé par le projet de réhabilitation, d'aménagement, d'extension et de renforcement des pistes rurales. Ainsi, une enveloppe de 9 milliards est allouée au ministère des pistes rurales qui vient s'ajouter aux projets d'ouverture et de renforcement des pistes dans les zones de productions agricoles notamment cotonnières.

et centres de santé régionaux et préfectoraux, rendant ainsi plus accessibles les soins.

L'éducation, la priorité des priorités

Avec un montant de 195,5 milliards de francs CFA, soit 25,1% du budget 2021, l'éducation reste la priorité des priorités du Gouvernement. Pour réaliser leurs ambitions en faveur des apprenants et des acteurs du secteur, les autorités entendent aller vers la suppression progressive des écoles d'initiatives locales (EDIL) afin d'avoir un meilleur encadrement des établissements et une amélioration de la qualité et de l'équité. Mais aussi poursuivre la construction des salles de classe accessibles à tous, la fourniture de matériels pédagogiques et didactiques ainsi que le recrutement et de la formation des éducateurs. Au programme également, le développement d'un enseignement scientifique, technique et de la formation professionnelle inclusifs afin que les filières répondent aux besoins de l'économie togolaise. Par ailleurs, l'orientation de l'enseignement supérieur vers les besoins du marché du travail, la création dans chaque région d'un centre universitaire et/ou d'Université polytechnique ainsi que la valorisation de l'apprentissage et des compétences font partie de la feuille de route de ce ministère.

Réduire la dépendance énergétique

Modernisation et meilleur financement pour l'agriculture

L'enveloppe allouée à l'agriculture représente 8,4% du montant alloué aux ministères et institutions. Elle devrait permettre la poursuite de la modernisation du secteur ainsi qu'un meilleur accès au financement des paysans pour booster la production et encourager la consommation locale, l'intensification de la recherche agricole, la mécanisation, l'utilisation d'engrais, le développement des chaînes de valeur agricoles et l'émergence d'agro-entrepreneurs. Dans cette optique, un focus sera fait sur l'acquisition de nouveaux tracteurs agricoles pour renforcer le parc existant afin d'appuyer les zones

Renforcement des infrastructures de santé

Dans le contexte du Coronavirus, il est plus que jamais impératif de doter notre pays d'un système de santé équipé, efficace et proche des populations. Ainsi, pour consolider le Plan national de développement sanitaire (PNDS), le Gouvernement alloue 10% du budget 2021 à ce secteur. Ils devront servir à renforcer aussi bien la gouvernance au niveau du système de santé, que les capacités des ressources humaines et rendre le système de santé de base résilient. Et surtout, à construire un hôpital et un laboratoire modernes dans chaque région ainsi qu'à renforcer le plateau technique des hôpitaux

Les secteurs de l'énergie et de l'eau se sont vus attribuer 65,9 milliards de francs CFA, soit 8,2% du budget. Le Gouvernement ambitionne de réduire la dépendance en matière d'approvisionnement et favoriser l'accès des populations à des services énergétiques fiables, modernes et à un coût abordable. Il veut également promouvoir le mix énergétique à travers le développement d'énergies renouvelables, notamment le projet CIZO. Et pour amplifier l'électrification en milieu rural, les actions de l'Agence togolaise d'électrification rurale et des énergies renouvelables (AT2ER), la programmation et la réalisation des ouvrages d'électrification rurale ainsi que la mise en valeur du potentiel national en énergies renouvelables seront renforcées. Le Gouvernement considère l'accès à l'eau potable comme une

priorité. Il entend donc poursuivre la mise en œuvre des programmes de construction de mini adductions d'eau potable et des programmes d'hydraulique villageoise avec pour objectif d'atteindre un taux de desserte moyen d'au moins 80% en milieu urbain ou rural.

Faire de l'économie numérique un levier de modernisation

Pour tenir le pari de faire du numérique un véritable levier de la modernisation de l'économie et de la société dans son ensemble, une enveloppe budgétaire de 25,5 milliards de francs CFA, soit 3,3% du budget, a été allouée à ce secteur. Pour le Gouvernement, il s'agit à court et à moyen termes de rendre les technologies de l'information et de la communication (TIC) compétitives et acces-

sibles au plus grand nombre de citoyens et à long terme, de bâtir les fondamentaux d'une digitalisation économique porteuse de valeurs et créatrice d'emplois.

Préserver la sécurité et la stabilité du pays

Le contexte international avec la résurgence d'actes de terrorisme ainsi que la criminalité transfrontalière exigent que les forces et de défense et de sécurité soient dotés de moyens nécessaires pour préserver les principaux atouts du pays que sont la paix, la sécurité et la stabilité. De fait, outre l'imminence d'une loi de programmation militaire, il leur est alloué une enveloppe de 82,5 milliards de francs CFA, soit 10,6% du budget, destinée à poursuivre les actions d'urgences sécuritaires.

Afrique

100 millions \$ supplémentaires de CDC Group pour l'agriculture

L'institution britannique de financement du développement annonce un nouvel engagement de 100 millions \$ pour les chaînes d'approvisionnement agricoles et alimentaires en Afrique et en Asie du Sud.

CDC Group va engager 100 millions \$ de fonds supplémentaires pour soutenir les chaînes d'approvisionnement agricoles et alimentaires au sein des économies les plus fragiles du continent africain. L'institution britannique qui soutient les acteurs privés dans des pays en développement va également déployer ce financement en Asie du Sud en partenariat avec le groupe financier britannique Standard Chartered Bank. Les secteurs essentiels aux besoins des populations et durement affectés par la covid-19 seront privilégiés lors du déploiement de ces capitaux. « Ce nouvel engagement intervient à un moment particulièrement difficile, car la pandémie a créé



de graves pressions sur les liquidités pour les banques et entreprises en Afrique et en Asie du Sud, exacerbant la pression existante sur la disponibilité du financement », indique CDC Group dans une communication officielle. Cet appui direct aux entre-

prises privées des secteurs de l'alimentation et de l'agriculture est complémentaire à un financement de 100 millions \$ décidé récemment par l'institution britannique, et ce, en faveur des acteurs du commerce africain.

Avec Agence Ecofin

Baromètres Togo

Investissement Direct Etranger	2016	2017	2018
Flux d'IDE entrants (millions USD)	-46	88	102
Stocks d'IDE (millions USD)	1.474	1.772	1.790
Nombre d'investissements greenfield***	2	1	2
IDE entrants (en % de la FBCF****)	21,0	n/a	n/a
Stock d'IDE (en % du PIB)	39,7	n/a	n/a

Source : CNUCED - Dernières données disponibles. Note : * L'indicateur de Performance de la CNUCED est basé sur un ratio entre la part du pays dans le total mondial des IDE entrants et sa part dans le PIB mondial. ** L'indicateur de Potentiel de la CNUCED est basé sur 12 indicateurs économiques et structurels tels que le PIB, le commerce extérieur, les IDE, les infrastructures, la consommation d'énergie, la R&D, l'éducation, le risque pays. *** Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère. **** La formation brute de capital fixe (FBCF) est un indicateur mesurant la somme des investissements, essentiellement matériels, réalisés pendant une année.

Indicateurs du commerce extérieur	2015	2016	2017
Importations de biens (millions USD)	2.127	2.382	2.527
Exportations de biens (millions USD)	1.227	1.290	1.138
Importations de services (millions USD)	n/a	397	n/a
Exportations de services (millions USD)	n/a	530	n/a
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	13,7	-3,5	3,7
Exportations des biens et services (croissance annuelle en %)	0,2	5,2	0,4
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-1.033	n/a	n/a
Commerce extérieur (en % du PIB)	109,8	105,6	100,0
Importations de biens et services (en % du PIB)	67,6	62,8	59,5
Exportations des biens et services (en % du PIB)	42,2	42,8	40,5

Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce ; Banque Mondiale, dernières données disponibles

Avant-Projet de loi de finances

Tout sur le budget gestion 2021

Au Togo, le budget gestion 2021 tourne autour de 1521,6 milliards FCFA, d'après l'avant-projet de la Loi de finances exercice 2021. Une projection en baisse de 7,1%, par rapport à 2020. Lire le compte rendu du Conseil des ministres du jeudi 12 novembre 2020.



COMMUNIQUE SANCTIONNANT LE CONSEIL DES MINISTRES

- Lomé, Jeudi 12 Novembre 2020 -

1. Le Conseil des Ministres s'est réuni ce jour au nouveau Palais, sous la Présidence de Son Excellence Monsieur Faure Essozimna Gnassingbé, Président de la République.
2. A l'ouverture des travaux, le Conseil a observé une minute de silence en mémoire de l'ancien Président de la République sœur du Ghana, Jerry John Rawlings, dont le décès a été annoncé dans la matinée.
3. Le Conseil a ensuite examiné un (1) avant-projet de loi, un (1) projet de décret et écouté trois (3) communications.

I. AU TITRE DES AVANT-PROJETS DE LOI

4. Le conseil a examiné l'avant-projet de loi de finances, gestion 2021, qui porte sur la budgétisation des engagements de la feuille de route du Gouvernement traduite dans la déclaration de politique générale.
5. Pour ce budget 2021, notre pays maintiendra une stratégie budgétaire prudente dans un contexte marqué par des incertitudes nées de la pandémie du coronavirus avec ses conséquences socio-économiques sans précédents. 20 milliards de FCFA restent mobilisés pour faire face à cette situation.
6. La loi de finances, gestion 2021, traduit la mise en œuvre intégrale du budget programme qui se matérialise, d'une part, par la déconcentration de la fonction
7. D'autre part, il engage la responsabilité accrue de ces ordonnateurs soumis désormais aux règles de la comptabilité publique et leur redevabilité devant la cour des comptes.
8. Tenant compte du contexte économique avec l'impact négatif de la crise sanitaire, l'Etat a maintenu ses engagements.
9. Ainsi, le projet de budget, exercice 2021, consacre aux secteurs sociaux, y compris la protection sociale, un montant de 445,1 milliards de francs CFA contre 401,7 milliards de francs CFA dans le budget 2020, soit une hausse de 10,8%. La part relative de ces secteurs dans le projet de budget, exercice 2021, est de 53,7% des crédits budgétaires contre 52,9% dans le budget 2020.
10. Cet effort permettra de mettre en œuvre les ambitions de l'axe 1 de la feuille de route 2020 – 2025 visant à renforcer l'inclusion et l'harmonie sociales en mettant en œuvre des projets comme l'accès universel aux soins incluant une protection sociale pour tous et le rapprochement des centres de santé des populations.
11. Au plan sectoriel, les orientations de la loi de finances s'articulent autour des secteurs suivants : agriculture, santé, éducation, énergie et eau, économie numérique, sécurité :
 - a. Concernant l'agriculture et l'agro-industrie, un montant de 65,7 milliards de francs CFA est consacré à ce secteur soit 8,4% du montant alloué aux ministères et institutions. Ce montant vise à catalyser les investissements privés dans ce secteur. En effet, le rôle des acteurs publics sera de créer les conditions (aménagement des terres ; fournitures d'intrants améliorés...) d'attraction de financements privés pour la transformation de notre agriculture.
 - b. Pour faciliter l'accès aux marchés et le désenclavement des zones de production, tel que prévu par la feuille de route 2020 – 2025, une enveloppe de 9 milliards est allouée à la construction et à l'aménagement des pistes rurales.
 - c. Au regard des efforts de modernisation déjà consentis par le Gouvernement, des actions seront orientées vers un meilleur accès au financement des agriculteurs pour booster la production et encourager la consommation locale, l'intensification de la recherche agricole, la mécanisation, l'utilisation d'engrais, le développement des chaînes de valeurs agricoles et l'émergence d'agro-entrepreneurs.
 - d. Concernant le secteur de la Santé, des mesures seront prises pour consolider le plan national de développement sanitaire (PNDS). Pour améliorer la couverture sanitaire du territoire, la technique des hôpitaux et centres de santé régionaux et préfectoraux. Les programmes de gratuité seront renforcés avec la prise en charge des soins de santé des femmes enceintes, important socle de la protection sociale. Pour concrétiser ces ambitions, un crédit de 77,9 milliards de francs CFA, soit 10% du montant alloué aux ministères et institutions, est affecté à ce secteur au titre du budget 2021.
 - e. Dans le secteur de l'éducation, les mesures porteront entre autres, sur la poursuite de la construction des salles de classe accessibles à tous, le recrutement et la formation des éducateurs ainsi que l'orientation de l'enseignement supérieur vers les besoins du marché du travail. Dans ce secteur également, l'Etat fera appel à des partenaires public privé afin d'accélérer la construction des infrastructures scolaires. Pour ce faire, un montant de 195,5 milliards de francs CFA, soit 25,1% de la dotation des ministères et institutions au titre du budget 2021, est alloué à ce secteur.
 - f. S'agissant du secteur de l'énergie, la politique énergétique d'extension de l'électrification se poursuivra. A moyen terme, elle permettra de réduire la dépendance en matière d'approvisionnement et favoriser l'accès des populations à des services énergétiques fiables, modernes et à un coût abordable.
 - g. Concernant l'accès à l'eau potable des populations constitue également une priorité. Le Gouvernement poursuivra la mise en œuvre des programmes de construction de mini adductions d'eau potable et des programmes d'hydraulique villageoise avec pour objectif d'atteindre un taux de desserte moyen d'au moins 80% en milieu urbain ou rural. Pour la mise en œuvre des actions prévues dans ce secteur, 65,9 milliards de francs CFA, soit 8,2% du budget alloué aux ministères et institutions, seront mobilisés.
 - h. Concernant l'économie numérique, le Togo ambitionne de faire du numérique un véritable levier de la modernisation de l'économie et de la société dans son ensemble. Dans ce domaine, la mise en œuvre de l'identification biométrique permettra d'accélérer la formalisation de nombreux acteurs économiques togolais et renforcera l'accès aux services sociaux. L'enveloppe budgétaire allouée à ce secteur en 2021 s'élève à 25,5 milliards de francs CFA, soit 3,3% des crédits affectés aux ministères et institutions.
 - i. S'agissant de la Défense et de la Sécurité : le Gouvernement poursuivra les actions d'urgences sécuritaires en vue de renforcer la lutte contre l'insécurité et le terrorisme transfrontalier. Pour ce faire, il est prévu une allocation budgétaire de 82,5 milliards de francs CFA, soit 10,6% du total des crédits alloués aux ministères et institutions pour 2021.
12. En ce qui concerne les allègements fiscaux et afin d'encourager le dynamisme du secteur privé, l'allègement de la charge fiscale sera poursuivi notamment en matière d'immatriculation des immeubles en maintenant la baisse des droits d'enregistrement

et d'immatriculation de 5% à 1,5% et en l'élargissant à l'immatriculation des immeubles suite aux échanges qui s'analysent fiscalement comme une vente dont le paiement est en nature. Cet allègement vise également l'exonération de droits de mainlevée et de radiation des hypothèques.

13. Par ailleurs, il est proposé la réduction du plancher de la taxe professionnelle unique (TPU) du régime déclaratif.
14. Enfin au regard des résultats encourageant liés à l'exonération ou à l'allègement de la charge fiscale (droits de douane et TVA) sur l'importation des véhicules électriques, hybrides et neufs et d'une durée de vie de 5 ans, la mesure sera reconduite en 2021.
15. Les grandes masses du projet de loi de finances, exercice 2021, se présentent ainsi comme suit : les recettes budgétaires enregistrent une baisse de 27,1 milliards de francs CFA pour s'établir à 839,6 milliards de francs CFA, soit une baisse de 3,1% par rapport au budget 2020. Cette baisse est portée essentiellement par les dons programmes qui ont diminué de 78,6%.
16. Au total, le budget de l'Etat qui ressort du projet de la loi de finances, exercice 2021, est projeté à 1.521,6 milliards de francs CFA en charges et ressources contre 1.638 milliards de francs CFA dans la loi de finances rectificative 2020, soit une baisse de 7,1%.
17. Enfin, il est à noter que, dans le contexte de crise décrit ci-dessus, la politique de réduction des dépenses de l'Etat engagé en 2018 s'est davantage accentuée en 2021 avec un abattement de 20% (soit 11 milliards de francs CFA), opéré sur les crédits de fonctionnement de tous les ministères et institutions afin de financer une partie des projets et réformes contenus dans la feuille de route du gouvernement et répondre aux besoins sociaux.

II. AU TITRE DES PROJETS DE DÉCRET,

18. Le conseil a examiné un projet de décret portant sur les attributions, organisation et fonctionnement de l'Agence Nationale d'Identification (ANID) qui a pour but de faciliter la fourniture des services publics et sociaux par l'immatriculation biométrique des populations.
19. Partant du constat selon lequel les mécanismes existant d'identification notamment dans les domaines financiers, sociaux et sécuritaires restent perfectibles, il est apparu primordial de faire recours à un dispositif innovant en matière d'identification.
20. Pour cela, le gouvernement s'est orienté vers la numérisation de l'identité des personnes physiques qui concoure à la dématérialisation des services publics.
21. L'Agence nationale d'identification (ANID) est ainsi créée à cet effet et placée sous l'autorité de la Présidence de la République avec la tutelle technique des ministères chargés de l'économie numérique et de la sécurité.
22. Egalement, l'Agence participe de manière significative à la définition de la politique et des orientations stratégiques de l'Etat en matière d'identification biométrique et est en charge de leur mise en œuvre.

III. AU TITRE DES COMMUNICATIONS,

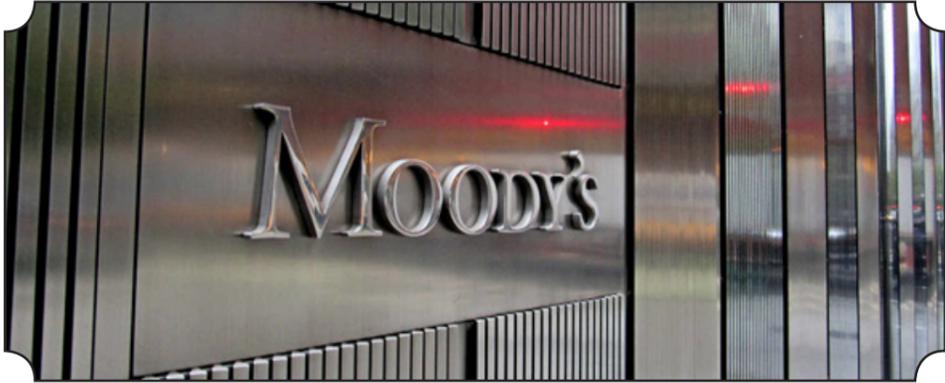
23. Le Conseil a écouté une communication relative à la carte des scores du Millennium Challenge Corporation (MCC) 2021 présenté le coordonnateur national de la cellule du Millennium Challenge Corporation
24. Le Millennium Challenge Account (MCA), fonds géré par l'agence américaine Millennium Challenge Corporation (MCC) a pour objectif de réduire la pauvreté en favorisant la croissance économique.
25. Sur la carte des scores de 2021, le Togo éligible au MCA confirme davantage son statut de pays réformateur et valide cette année 15 indicateurs sur 20. Les indicateurs validés sont relatifs à la liberté économique, la bonne gouvernance et l'investissement dans le capital humain.
26. Rappelons que la performance du Togo sur les indicateurs de la MCC a connu une amélioration constante d'année en année passant de 07 indicateurs validés en 2015 à 15 indicateurs validés cette année.
27. Le Togo se classe ainsi deuxième meilleur réformateur sur les 25 pays éligibles cette année.
28. Le Conseil a saisi cette occasion pour adresser ses félicitations à Son Excellence Monsieur le Président de la République pour le leadership dynamique avec lequel il inscrit notre pays sur la voie des réformes.
29. Le Conseil a également encouragé et félicité tous les acteurs : les agents du secteur public, des acteurs du secteur privé, les partenaires techniques et financiers et les acteurs du monde des médias pour leur implication dans ce processus couronné de succès.
30. La seconde communication relative à la reprise du processus de recrutement du personnel dans les secteurs de l'éducation et de la santé et présentée par le Ministre de la Fonction Publique, du Travail et du Dialogue Social, a pour objet de relancer deux concours de recrutements ouverts en janvier et février 2020 et suspendus en raison des restrictions engendrées par la pandémie de coronavirus.
31. Il s'agit du concours de recrutement de deux mille cinquante (2050) enseignants fonctionnaires du primaire et du secondaire général pour le compte du ministère des enseignements primaire et secondaire. En plus d'un concours de recrutement direct régional du personnel médical, paramédical, administratif pour le compte du ministère de la santé, à raison de six cent soixante-sept (667) personnes au total.
32. Afin de satisfaire le besoin en ressources humaines, il convient de relancer ces processus de recrutements dans les secteurs de la santé et de l'éducation, tout en veillant au respect des dispositions et mesures barrières pour faire face à la pandémie.
33. La troisième communication présentée par le Ministre de la Santé, de l'Hygiène Publique et de l'Accès Universel aux Soins porte essentiellement sur les mesures prises par le Gouvernement en faveur des agents de santé dans le cadre de la lutte contre la COVID-19.
34. Quatre séries de dispositions ont été prises en faveur du personnel de santé : la mise à disposition du matériel de protection ; une assurance COVID-19 déjà effective (330 millions de FCFA versés à ce titre) couvrant les risques décès et incapacité temporaire de travail ; le renforcement du personnel à travers un plan de redéploiement et de déconcentration ; la formation et la motivation du personnel.
35. Concernant la formation, elle démarre la semaine prochaine et vise à mettre à niveau le personnel de santé et à renforcer ses capacités pour lui permettre de répondre efficacement à la pandémie de la Covid-19.
36. Concernant les primes du personnel affecté aux activités liées à la lutte contre la Covid-19 et qui ne sont pas encore réglées du fait de l'absence de justificatifs administratifs, le Conseil demande aux directeurs régionaux de la santé d'agir avec célérité dans la production et la remontée des justificatifs. Pour les agents dont les justificatifs sont disponibles, le conseil a donné instructions que des dispositions soient prises afin de leur permettre de rentrer immédiatement dans leurs droits.
37. Par ailleurs, le concours de recrutement d'agents de santé à la Fonction Publique, initialement prévu en avril 2020 et suspendu pour cause de COVID-19, aura lieu au cours des prochaines semaines.
38. Le conseil a saisi cette occasion pour renouveler ses encouragements et félicitations au personnel soignant pour leur dévouement depuis le début de la crise sanitaire.

Fait à Lomé, le 12 Novembre 2020
Le Conseil des Ministres

BAD

Moody's Investor Service confirme la cote de crédit AAA

«Le profil de crédit de la Banque africaine de développement (BAD) est soutenu par les solides coussins de fonds propres de la banque et une gestion supérieure des risques, qui atténuent les risques», a déclaré Moody's Investor Service dans une analyse de crédit annuelle datée du 27 octobre 2020.



● Nicole ESSO

Moody's a ajouté : «Un large coussin de liquidité et un accès sans entrave aux marchés financiers internationaux renforcent également sa capacité à honorer ses obligations au titre du service de la dette. En outre, la banque a une longue expérience en tant que première institution de développement en Afrique et bénéficie de la capacité et de la volonté des actionnaires de soutenir ses objectifs de développement, illustrées par les contributions importantes de pays membres non régionaux hautement notés. » Le Dr Akinwumi Adesina, Président de la Banque africaine

de développement, a déclaré : «La note AAA de Moody's confirme la solidité de la gestion prudente des finances et des risques et des systèmes de gouvernance solides de la Banque, même face aux défis difficiles imposés par la pandémie de Covid-19. L'appui extraordinaire des actionnaires de la Banque renforce notre capacité à financer les pays africains. Nous continuerons de gérer les risques et les besoins en capital de manière adéquate pour aider les pays africains à reconstruire leurs économies mieux et plus rapidement, tout en assurant la résilience économique, sanitaire et climatique ». Swazi Tshabalala, vice-pré-

sident principal par intérim, vice-président des finances et directeur des finances de la Banque africaine de développement, a déclaré : «Grâce au soutien solide de ses actionnaires et à son solide profil financier, la Banque africaine de développement est classée triple A avec des perspectives stables, par toutes les grandes agences de notation internationales ». La note «AAA» de Moody's fait suite aux affirmations précédentes de la note «AAA» de la Banque, avec perspective stable, par les autres grandes agences de notation, à savoir Fitch Ratings, Standard and Poor's Global Ratings et Japan Credit Rating Agency.

Bénin /PCJ de Malanville

La Commission de l'UEMOA fait don véhicules aux populations

Dans le cadre des travaux confortatifs en cours sur le site des PCJ de Malanville, la Commission de l'UEMOA a procédé ce jeudi 12 novembre 2020 à une remise de quatre véhicules utilitaires aux villes de Gaya (Niger) et de Malanville (Bénin).

La cérémonie de remise des clés a été co-présidée par Messieurs Yawovi BATCHASSI et Issouf MAIGA, respectivement Représentant Résident de l'UEMOA au Bénin et au Niger, représentants le Président de la Commission. Ces véhicules d'une valeur de 110 millions, acquis grâce à l'appui de



l'UE, sont destinés aux hôpitaux et Commissariats de police des 2 localités pour contribuer à la réduction du grand banditisme transfrontalier et à l'amélioration de la prise en charge sanitaire des populations riveraines. Les deux Représentants Résidents ont invités les bénéficiaires à faire un bon usage des quatre véhicules. La remise de ces véhicules s'inscrit dans le cadre de l'étape finale de l'opérationnalisation du PCJ de Malanville

Service Internet

La Poste Sénégal signe avec Spacecom

La Poste Sénégal va améliorer l'accès des populations rurales à l'Internet haut débit. Elle a signé un accord à cet effet avec Spacecom. Il prévoit l'arrimage de la société publique au satellite AMOS-17 qui renforcera ensuite la connectivité dans 200 bureaux de poste éloignés.

Spacecom est le nouveau fournisseur de service Internet (FSI) de La Poste du Sénégal. L'opérateur satellite israélien l'a dévoilé le 11 novembre 2020. Le contrat pluriannuel signé entre les deux parties verra l'arrimage de La Poste au satellite AMOS-17 qui lui fournira une communication réseau robuste, sécurisée et fiable via un faisceau en bande Ku qui reliera ensuite ses sites VSAT à son hub de Dakar. Avec cette connectivité de haute qualité qui desservira ses 200 bureaux de poste éloignés, La Poste souhaite contribuer à la réduction de la fracture numérique en fournissant un accès aux services Internet et à des applications supplémentaires à ses clients ruraux dans tout le pays. Abdoulaye Bibi Balde, le président-directeur général de La Poste, explique que la



société publique « cherche toujours à améliorer les services qu'elle fournit à ses clients et a envisagé un plan pour réduire la fracture numérique à travers le Sénégal. Pour ce faire, nous devons augmenter notre capacité et trouver un fournisseur de satellites et de solutions pour l'entreprendre. Spacecom s'est avérée être l'entreprise

idéale avec laquelle s'associer ». Pour Albert Khayat, le vice-président de Spacecom pour l'Afrique de l'Ouest, « ce contrat à long terme marque une étape importante pour Spacecom alors que nous nous apprêtons à pénétrer davantage la région francophone d'Afrique ».

Avec Agence Ecofin

Afrique /Climat

Le CTCN lance un appel à l'innovation technologique

Le Centre et réseau des technologies climatiques des Nations Unies (CTCN), en partenariat avec SAFEEM et Seedstars, appelle tous les jeunes innovateurs d'Afrique et d'Asie cherchant à créer des solutions technologiques pour le climat. Ils sont ainsi invités à rejoindre les Climate Innovation Labs, qui se déroulent du 19 au 21 novembre 2020.



L'évènement en ligne durera de trois jours. Les Climate Innovation Labs concernent les jeunes, les représentants de petites et moyennes entreprises (PME), ainsi que des experts en technologie climatique en Afrique et en Asie-pacifique. Le but de cette rencontre est d'explorer les solutions innovantes, renforcer les capacités sur l'entrepreneuriat et créer des solutions pour la résilience au changement climatique. « En réunissant les jeunes innovateurs et les experts en technologies climatiques avec le secteur privé pour concevoir des solutions technologiques, nous espérons que ce programme favorisera l'innovation en faveur de l'adaptation au changement climatique. Les

participants seront mis au défi de sortir des sentiers battus et de co-crée des idées pour des solutions d'atténuation et d'adaptation au climat alignées sur les contributions déterminées au niveau national (CDN) des pays », explique le Dr Rose Mwebaza, directrice du CTCN.

Le renforcement des capacités des jeunes entrepreneurs

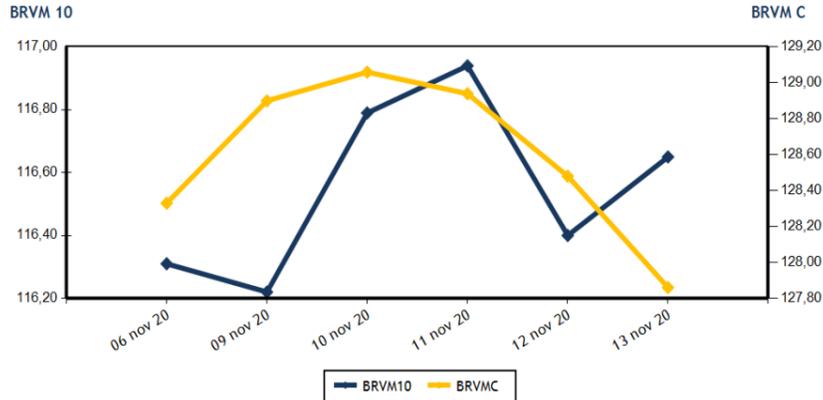
Le Centre et réseau des technologies climatiques des Nations Unies (CTCN) est co-hébergé par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI). Soutenu par plus de 600 membres du réseau dans le

monde entier, avec 93 pays africains membres, le CTCN encourage le transfert accéléré de technologies écologiquement rationnelles pour un développement sobre en carbone et résilient au climat à la demande des pays en développement. Il fournit des solutions technologiques, un renforcement des capacités et des conseils sur les cadres politiques, juridiques et réglementaires adaptés aux besoins de chaque pays. A l'issue du Climate Innovation Labs, les lauréats du continent africain bénéficieront d'un soutien pour mettre en œuvre et faire évoluer les solutions sélectionnées dans le cadre d'une formation d'une durée de 6 à 8 semaines dispensée par l'entreprise suisse Seedstars.

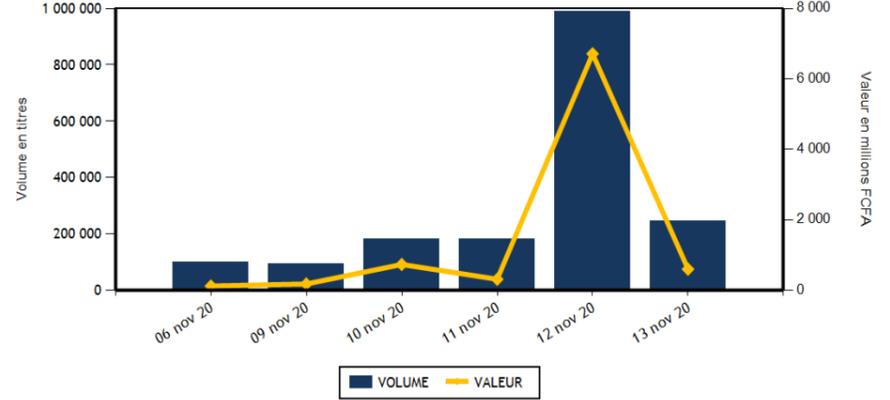
Avec afrik21

BRVM 10	116,65	 BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE N° 219 vendredi 13 novembre 2020 Site : www.brvm.org	BRVM Composite	127,86
Variation Jour	↑ 0,21 %		Variation Jour	↓ -0,48 %
Variation annuelle	↓ -21,77 %		Variation annuelle	↓ -19,71 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	3 841 551 003 446	-0,48 %
Volume échangé (Actions & Droits)	240 067	-29,14 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	548 889 590	76,57 %
Nombre de titres transigés	40	8,11 %
Nombre de titres en hausse	7	-12,50 %
Nombre de titres en baisse	17	54,55 %
Nombre de titres inchangés	16	-11,11 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	5 640 870 900 321	0,01 %
Volume échangé	4 980	-99,24 %
Valeur transigée (FCFA)	49 586 867	-99,23 %
Nombre de titres transigés	5	-16,67 %
Nombre de titres en hausse	1	0,00 %
Nombre de titres en baisse	1	-50,00 %
Nombre de titres inchangés	3	0,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
UNIWAX CI (UNXC)	955	7,30 %	-44,64 %
TOTAL CI (TTLC)	1 150	4,55 %	-32,35 %
ORAGROUP TOGO (ORGT)	3 890	1,17 %	-6,27 %
BANK OF AFRICA ML (BOAM)	1 050	0,96 %	-8,70 %
SONATEL SN (SNTS)	11 490	0,35 %	-32,39 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
UNILEVER CI (UNLC)	4 165	-7,44 %	-12,77 %
CIE CI (CIEC)	1 205	-7,31 %	-24,69 %
SOLIBRA CI (SLBC)	41 750	-7,22 %	-7,22 %
NEI-CEDA CI (NEIC)	135	-6,90 %	-3,57 %
TOTAL SN (TTLS)	1 275	-5,56 %	-25,00 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	32,49	-3,56 %	-13,73 %	67 017	52 494 825	61,97
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	355,31	-0,09 %	-28,28 %	22 727	66 094 760	7,70
BRVM - FINANCES	15	53,77	-0,43 %	-11,84 %	66 959	326 254 995	5,72
BRVM - TRANSPORT	2	297,55	-3,85 %	-18,87 %	36 703	45 874 305	5,22
BRVM - AGRICULTURE	5	81,80	-0,21 %	-4,75 %	13 769	21 977 235	7,78
BRVM - DISTRIBUTION	7	188,26	0,24 %	-25,67 %	29 252	35 175 770	11,82
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	339,32	0,00 %	12,25 %	3 640	1 017 700	4,27
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	9,29	
Taux de rendement moyen du marché	10,02	
Taux de rentabilité moyen du marché	12,70	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	78	
Volume moyen annuel par séance	239 250,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	693 261 213,89	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	6,57	
Ratio moyen de satisfaction	66,50	
Ratio moyen de tendance	1 011,91	
Ratio moyen de couverture	9,88	
Taux de rotation moyen du marché	0,02	
Prime de risque du marché	-0,84	
Nombre de SGI participantes	25	

Définitions

Volume moyen annuel par séance
Valeur moyenne annuelle par séance
Ratio moyen de liquidité
Ratio moyen de satisfaction
Ratio moyen de tendance
Ratio moyen de couverture

= Volume annuel échangé / nombre de séances
= Valeur annuelle échangée / nombre de séances
= Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
= Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
= Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
= Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation
PER moyen du marché
Taux de rendement moyen
Taux de rentabilité moyen
Prime de risque du marché

= moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
= moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
= moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
= moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
= (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat



BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E
Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
Tél : +225 20 32 66 85 / 86. Fax : +225 20 32 66 84. Mail : brvm@brvm.org. Site Web : www.brvm.org

Nourriture

Avec McPlant, McDonald's se lance à fond dans le végétarien

La chaîne de fast-food américaine se lance dans la course aux produits végétariens en proposant un steak à base de plantes.



Le géant des fast-foods McDonald's, surfant sur la mode des alternatives à la viande, prévoit d'afficher bientôt à son menu sa propre ligne de produits végétariens sous le nom de McPlant. Présentée lundi dans le cadre d'une nouvelle stratégie qui mise aussi sur le poulet et sur les ventes à emporter, cette initiative pourrait permettre au groupe de rattraper son retard sur ce créneau. Burger King a lancé aux États-Unis une version végétarienne de son emblématique burger «Whopper» dès avril 2019. D'autres chaînes comme Dunkin' ou Starbucks ont aussi tenté l'expérience de produits destinés à satisfaire une clientèle plus sensible à la protection de l'environnement ou des animaux, et à la recherche d'une alimentation un peu moins riche. Des alternatives comme les steaks au soja existent depuis longtemps mais des start-up comme Beyond Meat et Impossible Burger ont développé ces dernières années des produits se rapprochant bien plus du goût, de la texture et de la couleur de la viande d'animaux.

Beyond Meat

McDonald's a déjà testé au Canada un burger avec un steak à base de plantes de Beyond Meat. Il veut désormais proposer sa propre mixture, fabriquée exclusivement pour McDonald's, sur certains marchés dès l'année prochaine. La chaîne de restauration n'a pas précisé si

elle renouvellerait son partenariat avec Beyond Meat, indiquant juste qu'elle ferait appel à des fournisseurs tiers comme pour le reste de ses produits. L'action de Beyond Meat a perdu environ 4% lundi à la Bourse de New York. La gamme McPlant pourrait par la suite s'étendre à des alternatives au poulet, ou à l'œuf et au bacon des sandwichs du petit-déjeuner, a ajouté le groupe lors d'une présentation aux investisseurs. «Nous sommes ravis de cette opportunité car nous pensons avoir un produit éprouvé, au goût délicieux», a souligné Ian Borden, qui chapeaute les activités de McDonald's à l'international. «Lorsque les clients sont prêts, nous sommes prêts pour eux», a-t-il ajouté.

Les classiques toujours présents

McDonald's compte toujours sur ses produits phares comme le «Big Mac», les «McNuggets» et les frites, qui représentent encore environ 70% de son chiffre d'affaires sur ses principaux marchés. «La demande pour les produits familiers en ces temps incertains étant plus importante que jamais, (McDonald's) estime que ces classiques de base continueront d'être des moteurs de croissance importants grâce à leur popularité et à leur rentabilité», a souligné le groupe dans un communiqué. McDonald's veut quand même procéder à quelques changements, avec par exemple des nouveaux pains pour les burgers et «une approche améliorée» de la cuisson des steaks. Il veut aussi mettre l'accent sur ses produits à base de poulet, dont la crois-

sance est plus importante que ceux à base de bœuf. Après le succès d'une offre temporaire sur des nuggets épicés aux États-Unis, McDonald's prévoit de lancer en 2021 dans le pays un sandwich au poulet croustillant.

Pandémie

Pour doper les ventes sur internet, qui ont déjà beaucoup progressé depuis le début de la pandémie, le groupe va par ailleurs tester une nouvelle plateforme en ligne et un nouveau programme de fidélité. McDonald's prévoit aussi de construire des établissements qui ne serviront que des clients au volant et de dédier des lignes à ceux qui auront déjà commandé sur internet. Le groupe a encore vu son chiffre d'affaires mondial reculer de 2% au troisième trimestre sous l'effet de la pandémie. C'est toutefois mieux que la chute de 30% des ventes observée au deuxième trimestre et le groupe est parvenu à dégager un bénéfice net en hausse de 10% à 1,76 milliard de dollars. Presque tous les établissements de la chaîne étaient ouverts sur la période. «Cependant, en raison du regain du Covid-19 depuis septembre, nous avons observé à de nombreuses reprises des restrictions de la part de gouvernements sur les horaires, le nombre de personnes pouvant manger à l'intérieur dans la plupart des pays et dans certains cas, la fermeture totale de la salle de restauration», a souligné McDonald's. «Ces restrictions affectent la plupart des marchés clés de l'entreprise en dehors des États-Unis, dont la France, l'Allemagne, le Canada et le Royaume-Uni», a prévenu la société.

(AFP/NXP)

Suisse

Raiffeisen quittera l'Association suisse des banquiers

Le groupe saint-gallois veut défendre ses intérêts et ceux de ses clients privés suisses et entreprises en toute indépendance, a-t-il fait savoir mardi.

Raiffeisen a décidé de quitter l'Association suisse des banquiers (ASB) au 31 mars 2021, selon un communiqué paru mardi. Le groupe saint-gallois veut défendre ses intérêts et ceux de ses clients privés suisses et entreprises en toute indépendance. Le communiqué précise que Raiffeisen a analysé de façon critique son rôle et sa participation à la conception des conditions cadres au niveau politique. La banque est partie du constat que «le secteur bancaire et les intérêts des différents acteurs de la place financière suisse ont fortement évolué ces dernières années». Néanmoins, Raiffeisen poursuivra son engagement «en faveur d'une place financière suisse forte et à toujours privilégier un rapport consensuel avec tous les acteurs concernés».

Décision mûrement réfléchie

La participation de la coopérative bancaire à la faïtière est depuis longtemps un objet de discussion à l'interne, a indiqué le président de Raiffeisen Guy Lachappelle. Selon lui, les principales divergences avec l'ASB se situent au niveau des réglementations et des normes internationales pour le secteur bancaire, qui ne devraient pas s'appliquer automatiquement à la clientèle locale. Les grandes banques et les établissements privés au contraire sont «davantage disposés à faire des sacrifices» afin de pouvoir accéder aux marchés étran-



gers. «C'est un conflit qui fait l'objet de discussions depuis des années». Le dirigeant a insisté sur le fait qu'il ne s'agissait pas d'un «exercice d'économies», précisant que la cotisation versée à l'ASB se monte en «million à un chiffre» et que cette somme serait simplement allouée à d'autres activités du groupe. Il n'y a pas eu la moindre coordination avec d'autres banques suisses en lien avec ce retrait, a assuré M. Lachappelle, soulignant que la décision ne concerne que Raiffeisen. «Nous supposons que d'autres établissements vont maintenant aussi revoir leur adhésion», a-t-il concédé, mais avec des conclusions différentes de celles de la coopérative bancaire.

Déception personnelle

De son côté, le directeur général de l'ASB Jörg Gasser s'est dit surpris et «personnellement déçu» par la décision de Raiffeisen. Et de rappeler que la faïtière a entamé cet automne une réorientation stratégique prenant mieux en

compte les préoccupations de ses membres opérant à l'échelle nationale, et dont elle s'était donné un an pour évaluer les effets. Le patron de l'ASB ne s'attend pas à d'autres défections, même s'il constate une tendance à la hausse des départs d'associations professionnelles, citant à titre d'exemple la faïtière économique Economiesuisse et l'Association suisse d'assurances (ASA). «Ce retrait n'aura pas de conséquences dramatiques pour notre association», a poursuivi M. Gasser. Selon lui, le manque à gagner occasionné par le retrait de Raiffeisen ne devrait pas se traduire par des suppressions de postes au sein de la faïtière. Il souligne cependant que le départ d'une banque d'importance systémique comme Raiffeisen se traduira inexorablement par l'affaiblissement de la position des banques à vocation nationale au sein du conseil d'administration de l'ASB, où la coopérative saint-galloise dispose d'un siège.

(ATS/NXP)

Justice

Kudelski et Canal+ démantèlent un pirate du web

Le site KBoxServ proposait à ses utilisateurs plus de 77'000 épisodes de séries télévisées et 7000 films. Il a été démantelé mardi lors d'une opération conjointe de plusieurs polices en Europe.

Kudelski et la chaîne française cryptée Canal+ ont démantelé un site, basé dans le canton de Vaud, distribuant illégalement des contenus vidéos francophones, une «première du genre», a affirmé mercredi le groupe technologique de Cheseaux-sur-Lausanne. L'opération «est le résultat d'une plainte pénale du groupe Canal+ et de Nagra, la division télévision digitale du groupe Kudelski, auprès de la Police cantonale vaudoise, qui a mené les opérations avec le soutien d'Europol, l'Office européen de police, et d'Eurojust, l'Agence de l'Union européenne pour la coopération judiciaire en matière pénale», ont précisé les deux sociétés dans un



communiqué commun. Le site KBoxServ proposait à ses utilisateurs plus de 77'000 épisodes de séries télévisées et 7000 films. Le contenu piraté était distribué par des serveurs situés en Europe, notamment en Suisse, en France, en Alle-

magne et aux Pays-Bas. Des appareils IPTV, pré-configurés pour donner un accès à vie à du contenu protégé, étaient par ailleurs vendus en ligne et dans plusieurs magasins de détail en Suisse et en France.

(ATS/NXP)

Rendez-vous économiques

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
6ième édition Naturallia	1er au 3 septembre 2020	Canada	https://naturallia.com/
4e Conférence mondiale sur le teck 2020	24 au 27 août 2020	Accra, Ghana	Néant
Conférence mondiale sur l'ingénierie du bois 2020	24 au 27 août 2020	Santiago (Chili)	Néant
Salons e-marketing et stratégie clients	1er au 3 septembre 2020	Paris, France	https://www.emarketingparis.com/ https://www.emarketingparis.com/
8e Forum mondial sur la durabilité	14 au 19 septembre 2020	Genève (Suisse)	Néant
Rencontres de l'action internationale des collectivités territoriales 2020	21 au 22 Septembre 2020	Paris, France	http://www.cites-unies-france.org/10e-rencontres-de-l-AICT-les-2-3-juillet-2019-ACTES
3e Conférence de l'IUFRO sur l'acacia 2020	22 au 24 septembre 2020	Bintulu, Sarawak (Malaisie)	Néant
Forum mondial de l'économie circulaire 2020	29 septembre au 1er octobre 2020	Toronto, Canada	https://www.economiecirculaire.org/
Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (CdP-26)	9 au 20 novembre 2020	Glasgow (Royaume-Uni)	Néant
Forum biennal mondial de l'investissement de la CNUCED	6 au 10 décembre 2020	Abu Dhabi, Emirats Arabes Unis	Néant
Journées de l'Innovation en Biologie 2020	04 au 05 novembre 2020	Paris, France	https://jib-innovation.com/
Assises africaines de l'intelligence économique	Février 2021	Congo	communication@assises-africaines-ie.org

HOROSCOPE finance

Bélier Ce sera le moment ou jamais de prendre des initiatives audacieuses sur le plan matériel. Votre habileté en matière d'argent, doublée d'une chance insolente, vous permettra de réaliser des miracles.

Taureau Votre secteur argent sera vide d'influences planétaires. Mais cela ne veut pas dire que vous n'aurez pas l'occasion de faire de bonnes affaires. Vous allez bénéficier d'un courant de chance financière grâce au soutien de Neptune. Un conseil : jouez, réclamez les vieilles créances, etc. Ainsi, vous aurez des chances d'avoir une bonne surprise.

Gémeaux Vous devrez vous tourner vers des activités plus rentables sur le plan financier. Vous aurez de lourdes dépenses à subir et vous aurez beaucoup à faire pour améliorer votre confort domestique. Les questions d'argent vous rendront anxieux, et votre esprit sera accaparé par vos affaires.

Cancer Sous l'emprise de la planète Pluton, vous aurez une terrible envie de gagner beaucoup d'argent et vite. Cependant, l'ambiance astrale générale vous confisquera toute chance pure. Prenez donc garde. Au lieu de risquer vos modestes économies aux jeux de hasard, vous feriez mieux de les déposer dans une caisse d'épargne ou de les investir autrement. Bien sûr, quelqu'un doit gagner gros dans ces jeux, mais il est certain cette fois-ci que ce ne sera pas vous.

Lion Vénus vous fera de la morale financière aujourd'hui. Cet astre est partisan inconditionnel de la vertu d'économie et d'une certaine frugalité. Il vous conseillera d'être très attentif aux cordons de la bourse et vous invitera à utiliser sagement votre argent.

Vierge Votre équilibre financier est stable, et il va le rester cette fois. Vous n'aurez donc pas de réelles inquiétudes à vous faire. Il faudra toutefois vous méfier de l'impact d'Uranus, qui pourra vous souffler des envies d'achats onéreux et peu utiles. Attention, notamment, aux coups de cœur pour des vêtements très beaux, certes, mais dont vous pourriez parfaitement vous passer.

Balance La planète Neptune, bien aspectée, vous prodiguera sa bienveillante protection et vous offrira des possibilités financières amplifiées. Vous serez particulièrement habile dans vos transactions diverses. Une certaine chance aux jeux de bluff, tel le poker, et une chance quasi certaine aux jeux de hasard, tel le Loto.

Scorpion Vos finances ne tourneront pas rond aujourd'hui. Ne sombrez pas dans les idées noires pour autant. Les choses s'éclairciront et prendront bientôt une tournure beaucoup plus encourageante. Donc, pas de coups de colère avec des décisions brutales, car vous le regretteriez. Aussi, soyez fourmi plutôt que cigale.

Sagittaire Vos nerfs seront mis à rude épreuve, mais c'est vous qui le rechercherez délibérément ; vous prendrez des risques financiers assez importants. Mercure devrait vous aider à arriver à bon port. Cette même planète se montrera favorable aux transactions immobilières.

Capricorne Neptune formera des aspects favorables au secteur des biens matériels. Son influence sera efficace ! Gardez-vous cependant d'être trop optimiste en prenant des risques financiers excessifs.

Verseau Vénus étant en aspect favorable, tout devrait bien se passer sur le plan financier. Attention, pourtant : la déesse de l'amour, de la beauté et de l'harmonie pourrait pousser certains d'entre vous à dépenser des fortunes pour des soins esthétiques, ou à engager un décorateur pour refaire luxueusement les tapisseries du salon...

Poissons Avec Saturne en cette configuration, tous ceux qui ont dernièrement fait preuve d'imprudences en matière financière vont probablement connaître quelques difficultés. Mettez de l'ordre dans vos comptes, et attendez que le Ciel se dégage sans commettre d'autres folies.

L'économiste du Togo

Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières

Email : leconomistetogo@gmail.com

Site web: www.leconomistedutogo.com

REC N°0602/11/12/19/HAAC

Address AGOE Route de la cour d'Appel (derrière institut IPP)

Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Directeur de publication

Komlan KPATIDE

00228 90 05 05 08

Rédacteur en chef

Joël YANGLU

00228 97 78 79 07

Chef d'édition

Yves K.ADJANOUVI

Rédacteurs

Issa SIKITI da SILVA

Nicole ESSO

Kodji GATOR JOE

Vivien ATAKPABEM

Junior OREDOLA

Bernard D. AFAWOUBO

Direction commerciale

Madjé Wellda AKUE

00228 97 25 84 84

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

Léon Junho SODEDJI

Imprimerie

J.C. Inter press

Tirage: 5000



Société d'Études Topographique Immobilière et d'Expertise Foncière

Foncier - Construction - Location - Vente d'immeuble

Invite

les togolais au respect des mesures prises
par le Gouvernement contre le **Corona virus**

ENSEMBLE, PROTÉGEONS LE TOGO

Les mesures barrières contre
le coronavirus COVID-19

SE LAVER

les mains à l'eau et au savon
fréquemment.



UTILISER

des mouchoirs à usage unique et les
jeter immédiatement dans une
poubelle fermée puis se laver les
mains



SE COUVRIR

la bouche et le nez avec le pli du
coude en cas de toux ou
d'éternuement.



LIMITER

les contacts proches. Maintenir une
distance d'au moins 1 mètre avec les
autres personnes, en particulier si
elles toussent, éternuent ou ont de la
fièvre.



NUMERO VERT 111

SI VOUS RESSENTEZ DE LA
FIÈVRE, DE LA TOUX OU
DES DIFFICULTÉS À RESPIRER.



A la propagation du Coronavirus au TOGO

Siège : Agoé route de la cour d'appel (derrière IPP Institut)
Tel 00(228) 22 40 40 48 / 92 06 85 06 E-mail seultogo@gmail.com Lomé

Infrastructures à Lomé

Les rues Livingstone et Agbélénuku solennellement ouvertes

Le Ministre de l'urbanisme, de l'habitat et de la réforme foncière, Koffi Tsolenyanou a procédé à l'ouverture solennelle des rues Livingstone et Agbélénuku aménagées à Agbalépédogan, le vendredi 13 novembre 2020 à Lomé dans le cadre du Projet d'Infrastructures et de Développement Urbain (PIDU) financé par de la Banque mondiale.

● Bernard AFAWOUBO

Finis les problèmes d'insalubrité, d'insécurité et d'inondation que subissent les populations du quartier d'Agbalépédogan, une localité située dans la commune du Golfe 5, car ces dernières viennent de bénéficier des travaux d'aménagement, de bitumage et d'assainissement de deux principales voies à savoir les rues Livingstone et Agbélénuku aménagées à Agbalépédogan. Présidée par le ministre de l'urbanisme, de l'habitat et de la réforme foncière, Koffi Tsolenyanou, cette cérémonie a vu la présence de Cissé Wagué, Représentante résidente de la Banque mondiale, partenaire du projet PIDU, de Maman Essivi Kponvi II, la représentante du chef canton d'Aflao - Gakli et de plusieurs personnalités. Selon Koffi Tsolenyanou, ministre de l'urbanisme, de l'habitat et de la réforme foncière, les voies aménagées contribuent à atteindre les objectifs que le Chef de l'Etat a assigné au Ministère de l'urbanisme, de l'habitat et de la réforme sur la période 2020-2025 « Il s'agit de permettre à la population togolaise d'avoir accès à un service amélioré d'assainissement en milieu urbain. La cérémonie de ce jour est l'aboutissement d'un long processus. En effet, elle vient couronner les efforts de plusieurs mois d'activités à savoir l'identification, les études, l'indemnisation des personnes affectées par le projet sur les deux rues, la passation des marchés et l'exécution des travaux. Le projet a été possible grâce aux Chefs de l'Etat, le gouvernement togolais et la Banque mondiale qui ont bâti l'architecture technico-financière nécessaire à la mise en œuvre du PIDU. Cette volonté manifeste des plus hautes autorités du pays a permis d'engager des grands chantiers d'infrastructures urbaines dont l'aménagement de ces deux rues qui vont sans doute contribuer à donner un nouveau visage à la ville de Lomé », a-t-il indiqué. « C'est un plaisir de voir que les travaux sont réalisés dans les délais avec des résultats excellents en termes de qualité. C'est l'occasion pour moi de remercier tous les acteurs impliqués dans la réalisation de ces ouvrages » a déclaré Awa Cissé WAGUE, représentante résidente du groupe de la Banque Mondiale au Togo. « Nous sommes très fiers de ce joyau qu'on nous a offert. Ce quartier fait partie de la commune du Golfe 5 avec ses problèmes d'insalubrité, d'insécurité et surtout d'inondation tout va rentrer dans l'ordre. Nous remercions les autorités et la Banque Mondiale qui ont porté le choix sur notre quartier » a précisé Maman Essivi Kponvi II, la représentante du chef canton d'Aflao - Gakli.



Caractéristiques techniques des routes

A en croire le secrétaire permanent du PIDU, TCHASIM Essoziman, qui est revenu sur les caractéristiques de ces routes, la rue 267 AGP ou Livingstone se présente avec comme profils en travers de 2x2 voies de 7 m avec des caniveaux de part et d'autre de la chaussée, des trottoirs aménagés jusqu'au riverain, un dévers de 2,5% avec une vitesse de références de 40km/h. Comme résultats, une réalisation de 2400 mètres linéaires de voies

bitumées, une construction de 1909,77 m d'ouvrages de drainage, une pose de 40 candélabres à énergie électrique et de 3 feux tricolores au croisement de la rue Livingstone avec l'avenue Pya prolongée au niveau de la pharmacie "NATION". Quant à la route Agbelenuku, de profil en travers de 1x2 de 9 m avec des caniveaux de part et d'autre de sections, des trottoirs aménagés jusqu'au riverain, un dévers de 3% avec une vitesse de références de 40km/h. Comme résultats, une réalisation de 1000 mètres linéaires de voies pavées et la construction de 1023,71 m d'ouvrage de drainage, une pose de 37 candélabres solaires, une plantation de 60 pieds de mélicia et 60 pieds de gaïcs. Les deux rues sont inscrites dans la composante 1, infrastructure et services urbains de base du PIDU. Ces travaux ont été exécutés en deux lots. Le premier confié à l'entreprise Midnight Sun Group (MSN) concerne les travaux d'assainissement et de bitumage de la rue 267 AGP ou Rue Livingstone. Le second lot, relatif à l'assainissement et au pavage de la rue 126 AGP ou rue Agbélénuku, a été l'œuvre de l'entreprise de génie civil (EGC). La réalisation de ces travaux a permis la création de 348 emplois temporaires dont 64 emplois féminins et a contribué à l'amélioration du cadre de vie de la population bénéficiaire qui est estimée à 35 359 habitants dont 22 630 femmes.

Principaux clients (% des exportations)	2017
Burkina Faso	17,9%
Bénin	14,3%
Ghana	7,6%
Niger	6,4%
Inde	6,1%
Mali	5,7%
Côte d'Ivoire	5,5%
Nigéria	4,8
Emirats Arabes Unis	3,5%
Australie	3,2%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

Eliminatoires CAN 2021

L'Egypte dispose du Togo (1 - 0)

Suite de la 3^e journée des qualifications pour la Coupe d'Afrique des Nations 2021 ce samedi. Dans la rencontre entre l'Egypte et le Togo, les Pharaons ont pris les trois points grâce à un but d'Attia (54e, 1-0).

Cette victoire permet aux Egyptiens de prendre la 1^{ère} place du groupe G, tandis que les Eperviers sont derniers. Dans la poule D, la République démocratique du Congo et l'Angola s'affrontaient mais la rencontre s'est terminée sur un score nul et vierge. Un match nul qui n'arrange personne, les Léopards étant à la troisième place alors que les visiteurs du soir étaient eux quatrièmes. Pour la suite de cette 3^e journée des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des Nations 2021, le Bénin accueillait le Lesotho ce samedi après-midi, au Stade Charles de Gaulle de Porto-Novo. Après le nul surprenant du Nigeria contre la Sierra Leone (4-4), les locaux du jour avaient l'occasion de revenir à un point des Super Eagles en cas de succès. Les visiteurs, eux, étaient à la recherche de leur première victoire dans ces qualifications. Juste avant la demi-heure de jeu, le milieu de terrain de Clermont Jodel Dossou ouvrait le score pour le Bénin (24e, 1-0). Dans un match globalement dominé,



les locaux ne lâchaient pas et conservaient alors cette avance jusqu'au bout. Avec ce succès, la sélection du Français Michel Dussuyer se retrouve 2^e de la poule avec 6 unités. Le Lesotho est lui toujours dernier, avec 1 point. Ce vendredi avec deux rencontres programmées à 19h. Au Samuel Ogbemudia Stadium, le Nigeria accueillait la Sierra Leone (groupe L). Auteurs de deux victoires en deux matches, les Super Eagles voulaient poursuivre leur sans faute tandis que les Leone Stars étaient toujours à la recherche de leur premier succès après un nul et une défaite. Et le spectacle était clairement au rendez-vous. En seulement 29 minutes, les Super Eagles marquaient

quatre buts grâce à Iwobi (4e, 27e), Osimhen (21e) et Chukwueze (29e). Mais derrière, les locaux s'écroulaient... Les visiteurs relançaient la rencontre avec des réalisations de Quee (41e) et Kamara (72e). Et en fin de match, la Sierra Leone créait l'exploit puisque Bundu (80e) et encore Kamara (86e) marquaient pour arracher le match nul : 4-4 ! Un résultat forcément décevant pour le Nigeria qui conservait tout de même la première place, alors que la Sierra Leone passait provisoirement troisième. A noter que dans l'autre match (poule K), le Niger a disposé de l'Ethiopie sur le score de 1-0 (but d'Oumarou, 73e).

Avec footmercato.net

Manchester City

Pep Guardiola va mettre fin au suspens

En fin de contrat à la fin de la saison à Manchester City, Pep Guardiola serait sur le point de mettre fin au suspens concernant son avenir.

C'est un sujet qui commence à irriter un peu tout le monde. Que va faire Pep Guardiola l'année prochaine ? Le technicien de Manchester City voit son contrat arriver à échéance en juin prochain et depuis quelques semaines, voire des mois, il clame que ce n'est pas le moment de parler de son avenir. Pourtant, il s'est publiquement interrogé sur l'effet que cela pouvait avoir sur ses joueurs. De son côté, le patron de City, Khaldoon Al Mubarak, semble calme : « Pep et moi avons une compréhension très claire de ce qui est bon pour le club et de ce qui ne l'est pas. Nous

avons un alignement clair en termes de vision de l'avenir et de ce que nous voulons en termes de succès pour le club. » Pour le moment, aucun accord ou même début de négociations n'a été annoncé par les Skyblues.

Il a refusé Barcelone

Toutefois, selon les informations du Telegraph, le Catalan de 49 ans ne serait pas contre prolonger son contrat. Et la durée pourrait être cinq ans ! Alors qu'il entame déjà sa cinquième saison, plus que partout où il est passé (quatre ans à Barcelone, trois à Munich), il pourrait donc rempiler jusqu'en 2025. À

l'heure actuelle, le média britannique, citant des sources proches du technicien, estime qu'il devrait prolonger, que ce serait la solution la plus probable. Pour le moment, son équipe jouant tous les trois jours, il estime que ce n'est pas le moment de discuter et que lui a du pain sur la planche. Chose qui va dans ce sens aussi, son refus de retourner au FC Barcelone, indiquant que son temps là-bas était passé, malgré la volonté de Victor Fonte, le candidat à la présidence des Blaugranas. Le suspens, qui était à son comble, devrait bientôt être terminé.

Avec footmercato.net

Principaux fournisseurs (% des importations)	2017
Chine	19,6%
France	10,8%
Japon	5,1%
Pays-Bas	5,0%
Ghana	4,1%
Inde	3,6%
Belgique	3,2%
Arabie Saoudite	3,2%
Allemagne	3,1%
Nigéria	3,0%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

https://import-export.societegenerale.fr/fr/fiche-pays/togo/indicateurs-croissance



COMMUNIQUE

relatif au déménagement des services centraux du Commissariat des Douanes et Droits Indirects (CDDI)

Le Commissaire Général de l'Office Togolais des Recettes (OTR) porte à la connaissance des opérateurs économiques que les services centraux du Commissariat des Douanes et Droits Indirects (CDDI) déménagent au siège de l'OTR sis au 41, Rue des impôts, sur le boulevard Eyadéma, en face de la Présidence de l'Université de Lomé.

L'OTR tient à rassurer le public de la continuité des services offerts aux usagers.

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter le siège de l'OTR au :

Tél : +228 22 53 14 00

M-mail : otr@otr.tg.

Fait à Lomé, le 11 novembre 2020

Le Commissaire Général

Philippe Kokou B. TCHADJE